



Pour diffusion immédiate : 10/07/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE LA MISE EN OEUVRE DE MESURES FÉDÉRALES VISANT À PROTÉGER LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS LORS D'INSPECTIONS DU TRAVAIL**

*Le Département du travail de l'État de New York met en place une nouvelle procédure introduite par l'administration Biden pour protéger les travailleurs sans-papiers*

*Les changements renforcent les efforts visant à responsabiliser les employeurs peu scrupuleux*

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui que le Département du travail de l'État de New York avait mis en place une nouvelle procédure visant à protéger les travailleurs immigrés sans papiers contre les représailles et l'expulsion lors de litiges liés au travail, élargissant ainsi les protections mises en place plus tôt cette année par l'administration Biden. Grâce à un partenariat interinstitutionnel avec le Département américain de la sécurité intérieure, le NYSDOL travaille désormais avec les travailleurs sans papiers et leurs avocats pour obtenir une protection temporaire contre les poursuites et l'expulsion potentielle, ainsi que la possibilité de travailler légalement aux États-Unis si le travailleur est impliqué dans des procédures de contrôle du NYSDOL dans l'État. Ce processus d'appréciation des poursuites, qui, sous l'administration Biden, a été étendu aux agences d'État, contribue à lever les réticences des travailleurs sans papiers à dénoncer les employeurs peu scrupuleux, qui sont souvent menacés d'expulsion ou d'autres formes de représailles.

**La gouverneure Hochul a déclaré :** « Cet important partenariat avec le Département américain de la sécurité intérieure contribuera non seulement à protéger l'intégrité de nos inspections du travail, mais aussi la sécurité des travailleurs new-yorkais vulnérables. New York est fière d'être à la pointe en matière de protection des travailleurs, et nous continuerons à travailler avec nos partenaires locaux, étatiques et fédéraux pour veiller à ce que tous les travailleurs jouissent de leur droit à l'équité et à la sécurité sur le lieu de travail, quel que soit leur statut d'immigré ».

Les travailleurs sans papiers impliqués dans des inspections du travail sur le lieu de travail menées par le NYSDOL peuvent soumettre, ou demander à un avocat de soumettre en leur nom, une demande de déclaration d'intérêt au NYSDOL afin d'obtenir

l'autorisation du DHS d'engager des poursuites. L'unité de protection des travailleurs examinera la demande et rendra une décision dans les 30 jours. Par ailleurs, le travailleur devra déposer une demande simultanée d'action différée auprès du DHS. Chaque demande est examinée par le DHS et, si elle est approuvée, le travailleur peut bénéficier d'une action différée, qui le protège contre l'expulsion pendant deux ans, ou plus longtemps en cas d'enquêtes en cours ou de paiements ultérieurs de la part de l'employeur. L'État de New York a accordé 32 déclarations d'intérêt depuis le lancement de ce processus, ce qui a eu un impact sur plus de 100 travailleurs.

Une fois qu'une lettre de déclaration d'intérêt a été acceptée par le DHS, tous les travailleurs d'un site concerné par l'enquête peuvent demander à bénéficier d'une action différée. Pour plus d'informations sur la procédure, consultez la [page web](#) sur l'opportunité des poursuites.

**Roberta Reardon, commissaire du Département du travail de l'État de New York a déclaré :** « La peur des représailles tétanise n'importe quel travailleur, mais elle est particulièrement redoutable pour les immigrants. Au sein du Département du travail, nous enquêtons sur toutes les plaintes, quel que soit le statut de l'immigrant. Nous pensons que tous les travailleurs bénéficient de droits quel que soit leur lieu de travail dans l'État de New York. Si un travailleur est victime ou témoin de violations du droit du travail, veuillez nous le signaler. Nous pouvons vous aider ».

**La sénatrice Kirsten Gillibrand a déclaré :** « Les immigrants sans papiers contribuent à l'économie de l'État de New York et méritent de bénéficier de protections sur le lieu de travail, quel que soit leur statut d'immigré. Je soutiens les efforts de la gouverneure Hochul visant à mettre en place des garanties pour les travailleurs sans papiers et à responsabiliser les employeurs ».

**Le représentant Jerry Nadler a déclaré :** « Tous les travailleurs méritent d'être protégés de l'exploitation et des représailles sur leur lieu de travail, et j'applaudis l'annonce faite aujourd'hui par la gouverneure Hochul, qui permettra de protéger les travailleurs sans papiers de New York tout au long des enquêtes sur les conditions de travail. Le partenariat entre le NYSDOL et les partenaires fédéraux du DHS permettra de mettre un terme aux pratiques d'emploi peu scrupuleuses, car les travailleurs ne subiront pas de représailles s'ils dénoncent les conditions auxquelles ils sont confrontés ».

**Le représentant Paul Tonko a déclaré :** « En l'absence des protections nécessaires, les employeurs exploiteurs sont trop souvent en mesure d'empêcher les travailleurs sans papiers de dénoncer les conditions de travail illégales ou dangereuses en les menaçant d'expulsion, ce qui porte atteinte aux droits et aux protections de tous les travailleurs. Aucun travailleur ne devrait être contraint de garder le silence par crainte de représailles. Je suis heureux que les mesures fédérales que j'ai soutenues soient mises en œuvre pour protéger les travailleurs immigrés et garantir de meilleures normes et un environnement de travail sûr pour tous ».

**Richard Blum, avocat à la Legal Aid Society a déclaré :** « La publication de déclarations d'intérêt par le Département du travail de l'État de New York est une étape clé dans la lutte contre les menaces et l'atmosphère de peur omniprésente qui accompagne généralement les vols de salaires et d'autres pratiques de travail flagrantes. »

**Callen Lowell, membre de Equal Justice Works, Brooklyn Defender Services a déclaré :** « Pendant trop longtemps, des employeurs sans scrupules ont profité des travailleurs immigrés qui craignaient des représailles en leur versant des salaires inférieurs au salaire minimum. En publiant des déclarations d'intérêt, le Département du travail de l'État de New York a pris une mesure essentielle pour rendre nos clients moins vulnérables aux représailles des employeurs fondées sur l'immigration ».

Il s'agit de la dernière d'une série d'initiatives prises par la gouverneure Hochul pour protéger et soutenir les résidents sans papiers dans l'État de New York et empêcher les employeurs peu scrupuleux d'utiliser l'éloignement pour se soustraire à la législation du travail de l'État. En mai, la gouverneure a appelé le gouvernement fédéral à [accélérer la délivrance d'une autorisation de travail](#) aux demandeurs d'asile. En février, la gouverneure Hochul a [annoncé](#) l'extension du programme de l'État de New York intitulé « Parcours professionnels pour les immigrants hautement qualifiés » (New York State Professional Pathways for High-Skilled Immigrants Program), qui aide les nouveaux Américains à trouver des emplois correspondant à leurs compétences et à leur expérience. En octobre 2021, [elle a signé une loi](#) protégeant les immigrés sans papiers contre les menaces de dénonciation de leur statut d'immigré.

La division des normes de travail du NYSDOL protège tous les travailleurs, y compris ceux qui sont sans papiers ou payés au noir. Pour plus d'informations, consultez le site web de [la Division des normes du travail](#). En outre, la division des politiques et des affaires relatives aux immigrants (Division of Immigrant Policies and Affairs, DIPA) du NYSDOL veille à ce que les services, les programmes et les protections du Département soient accessibles à tous les travailleurs, y compris aux personnes qui travaillent ou s'installent à New York en provenance d'un autre pays. Pour plus d'informations, consultez la [page web du DIPA](#).

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)